

**Consolider le tissu associatif pour mieux influencer et accompagner
l'intégration de la contrainte énergétique et climatique dans les politiques de
développement en Afrique francophone**



Le Réseau en bref



Le Réseau Climat & Développement (RC&D) rassemble 76 ONG francophones, dont une majorité basée en Afrique de l'Ouest, avec l'objectif de renforcer la voix et le tissu associatif africain francophone pour influencer les politiques – locales, nationales et internationales – et améliorer la prise en compte de l'adaptation à la contrainte climatique croissante.

Son programme d'activités pour 2012-2015 comprend: 1) un volet d'actions visant à améliorer le niveau d'information, de compréhension et d'analyse des différents types d'acteurs (y compris dans les pays côtiers) sur les impacts du changement climatique et sur comment y faire

face ; 2) un volet d'action visant à ériger le RC&D en force de proposition sur la lutte contre le changement climatique en Afrique et influencer la mise en place ou la réforme de politiques climat-développement nationales et internationales.

Les activités du Réseau en 2014

EN 2014, le Réseau a bénéficié d'un soutien de la Fondation MAVA, de la Fondation Heinrich Boell, du Ministère des Affaires Etrangères, du Ministère de l'Ecologie, du Climat Action Network (CAN) Afrique de l'Ouest. Grâce à ces soutiens, le RC&D a mené à bien les activités suivantes :

- Un atelier rassemblant près de 60 représentants de la société civile à Lomé, au Togo, pour développer des propositions concrètes à l'intention des décideurs en matière d'accès aux énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.
- une déclaration et une publication construisant l'argumentaire du Réseau en faveur des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, diffusée lors d'ateliers dans différents pays à hauteur de 1300 exemplaires, ainsi qu'au sommet sur les changements climatiques à Lima auquel ont participé 13 membres du RC&D, dont 6 co-financés grâce au projet.
- Au 20^{ème} sommet sur le climat, le RC&D a eu l'occasion de porter ses recommandations auprès de 5 ministres francophones, ainsi que lors du sommet de la Francophonie à Dakar fin novembre
- Un travail de plaidoyer plus rapproché et technique, porté par trois associations membres du Réseau : AFHON en Côte d'Ivoire, Amade Pelcode au Mali et ADEID au Cameroun. Chaque association a mené un travail auprès des acteurs ciblés (parlementaires, maires, acteurs de la filière des foyers améliorés en banco et institutions publiques) afin qu'ils soutiennent les énergies renouvelables et appliquent la législation lorsqu'elle existe.
- 9 formations sur les changements climatiques visant différents types d'acteurs dans différents pays-membres : une coopérative agricole à l'île Maurice, des maires et des journalistes au Bénin et en RDC, des élèves et enseignants au Burkina Faso et au Niger, des organisations de la société civile en Côte d'Ivoire, des conseillers communaux au Bénin et Burkina Faso, des parlementaires et des journalistes au Cameroun.
- le site internet du RC&D actualisé chaque semaine pour partager les rapports, informations et activités des associations membres.

Le résumé des activités du Réseau en chiffres

61 participants à l'atelier de Lomé – **1** déclaration avec **5** recommandations clé pour développer les énergies renouvelables pour tous en Afrique - **1** publication de **36** pages diffusé à hauteur de **1300** exemplaires – **9** formations dans **7** pays qui ont permis de former plus de **150** personnes – **13** membres du RC&D à la conférence climat de Lima dont **6** co-financés par le RC&D – **5** ministres

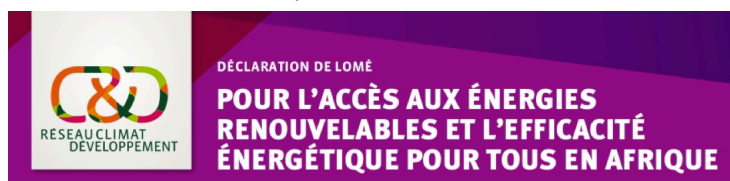
rencontrés – **3** projets de plaidoyer défendus dans **3** pays – **1** tribune publiée dans Jeune Afrique et **2** émissions sur RFI – **4** bonnes pratiques valorisées dans le domaine de l'énergie – **1250** échanges sur la liste Francclimat – **8** messages-photo pour interpeller l'Europe – **7** lettres adressées à **7** chefs d'Etat africains en amont du sommet de Ban Ki Moon.

Un atelier à Lomé sur le rôle des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans la lutte contre la pauvreté en Afrique.



Du 28 avril au 1er mai 2014, à Lomé, le RC&D a tenu son atelier annuel avec 61 participants essentiellement francophones, venus essentiellement des pays européens et africains¹. L'atelier, organisé en partenariat avec Inforse Afrique de l'Ouest et le Réseau Action Climat Afrique de l'Ouest, a permis d'étudier de près l'accès actuel et potentiel aux énergies

renouvelables et à l'efficacité énergétique en Afrique. L'atelier a ciblé l'accès à l'énergie sous contraintes climatique et énergétique dans l'optique des deux grandes échéances décisives qui sont à l'agenda des Nations Unies en 2015 et qui pourraient considérablement influencer l'avenir climatique et l'accès durable à l'énergie pour tous et plus particulièrement en Afrique. Il s'agit d'une part, du sommet sur les objectifs du développement durable en septembre (agenda post-2015) et d'autre part, le sommet pour un accord mondial sur les changements climatiques en novembre / décembre (CdP-21) 2015. A partir de là, l'atelier a permis de recenser diverses bonnes pratiques en matière d'efficacité énergétique et biogaz au Sénégal, de mini-centrales hybrides au Mali, de foyers améliorés au Bénin pouvant préfigurer des politiques publiques. L'atelier a ainsi permis de poser les fondations d'un plaidoyer solide pour préciser que l'accès aux énergies renouvelables est non seulement souhaitable mais aussi faisable en Afrique. A l'issue de l'atelier, le RC&D a rédigé la déclaration de Lomé et la publication annuelle du RC&D.



3 projets de plaidoyer au Cameroun, Mali et Côte d'Ivoire

Le RC&D a également appuyé trois projets de plaidoyer sur l'énergie, sélectionnés dans le cadre d'un appel à projet au sein du RC&D. Les ONG sélectionnées (ADEID au Cameroun, AFHON en Côte d'Ivoire, et Amade Pelcode au Mali) ont consolidé leur stratégie de plaidoyer lors d'une rencontre à Lomé, juste après l'atelier du RC&D. Chaque association a mené un travail auprès des acteurs ciblés pour amplifier le rôle des énergies renouvelables. Le projet de plaidoyer commun a notamment permis à AFHON Côte d'Ivoire de faire un travail auprès des parlementaires; ADEID a obtenu une déclaration en faveur des



¹ Allemagne, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, France, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, République Démocratique du Congo, République du Congo, République Démocratique de Djibouti, Sénégal, Tchad, Togo, mais également du Québec

énergies renouvelables de 4 maires de 4 communes au Cameroun et Amade Pelcode a créé une alliance entre les acteurs de la filière des foyers améliorés au Mali, en y intégrant les groupements de femmes souvent directement concernées par les foyers. Un plaidoyer commun a été rédigé à plusieurs mains pour présenter et résumer l'argumentaire en faveur de l'accès aux énergies renouvelables

Une publication sur les énergies renouvelables



En 2014, le Réseau a construit un plaidoyer de 36 pages pour défendre l'accès aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique pour tous en Afrique. Ce plaidoyer s'appuie très fidèlement sur les travaux de l'atelier à Lomé, et présente les meilleures pratiques issues de la société civile en matière d'énergie durable identifiées par les participants. Au sommet de Lima, la publication a été présentée lors de l'événement parallèle organisé par le RC&D en partenariat avec la Francophonie, et via les stands d'ENDA et de la Francophonie, ainsi qu'au cours des rendez-vous avec les décideurs. La publication, imprimée à hauteur de 1300 exemplaires est en cours de diffusion dans les pays membres et en France.

Un plaidoyer dans les négociations internationales en faveur des énergies renouvelables

A l'occasion du sommet de Ban Ki Moon le 23 septembre 2014, des lettres ont été adressées à 7 chefs d'Etat africains pour prendre en compte la déclaration de l'atelier de Lomé dans leur intervention à New York.



Le RC&D a appuyé la participation de 6 membres du RC&D à la conférence de Lima et coordonné les activités des 13 membres du RC&D présents sur place. En amont, une note de position a été rédigée par le RC&D avec des recommandations à l'attention de la

COP20 à Lima. Sur place, le RC&D a tenu des réunions quotidiennes et organisé 4 séances de décryptage/renforcement de capacité (sur sécurité alimentaire et agriculture dans la négociation avec Action Contre la Faim et CARE ou encore sur la politique européenne en matière de climat avec l'experte du Réseau Action Climat). Le RC&D a également intensifié et amélioré son travail de plaidoyer auprès des gouvernements francophones : lors de l'événement parallèle organisé conjointement avec la Francophonie, lors de la concertation ministérielle organisée par la Francophonie, lors d'une réunion avec l'AFD, lors des rendez-vous pris avec la ministre au développement française, les ministres du Niger, du Sénégal, du Togo et la ministre du Maroc. Cette année, le RC&D a beaucoup renforcé ses liens et la coordination du plaidoyer avec les ONG françaises de solidarité internationale – ce qui a permis de renforcer la puissance des recommandations portées auprès des ministres. Cette collaboration sera renforcée en 2015, en perspective de la COP21. Enfin, le RC&D a traduit et diffusé le ECO (bulletin des ONG) en français chaque matin. Le plaidoyer du RC&D sur énergie a permis d'alerter les négociateurs africains sur le potentiel politique et financier de donner la priorité aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Le RC&D avait prévu de participer à d'autres rencontres mais la conférence des ministres africains de l'environnement prévue en Egypte a été annulée à cause de la crise Ebola. Le RC&D a été représenté au sommet de la



Francophonie à Dakar et a pu remettre la déclaration de l'atelier de Lomé au président du Sénégal.

9 formations sur les changements climatiques

Le RC&D a également organisé 9 formations dans 7 pays-membres: au Bénin, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Cameroun, Niger, RDC, Ile Maurice. Auprès de différents publics: élèves et enseignants au Niger et au Burkina Faso, journalistes béninois, camerounais et congolais, agriculteurs en Ile Maurice, conseillers communaux au Bénin et au Burkina, des organisations de la société civile en Côte d'Ivoire, des parlementaires et des journalistes au Cameroun. Ces formations ont toutes commencé par une présentation du RC&D sur l'état des lieux des changements climatiques avant de cibler différents sujets - énergies renouvelables, adaptation, planification, etc. Plusieurs des formations organisées ont permis la création de réseaux d'enseignants et journalistes. A chaque formation, la déclaration du RC&D sur l'accès aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique a été diffusée et expliquée. Plusieurs articles ont été publiés dans la presse locale à l'issue des formations de journalistes et les élus locaux au Bénin ont demandé à ce que d'autres ateliers soient organisés pour réfléchir à l'intégration du risque climatique dans leur prochaine planification locale. Au total, plus de 150 acteurs ont ainsi pu être sensibilisés sur les enjeux (défis et solutions) liés aux changements climatiques. Le RC&D a également continué à construire des outils pédagogiques pouvant être facilement réutilisés par les membres : une présentation powerpoint sur l'état des lieux en matière de changements climatiques, et un état des lieux des politiques énergétiques au Cameroun, Mali et Côte d'Ivoire.

Une visibilité croissante dans l'espace public

Le site internet du RC&D est en place depuis décembre 2013 et plus de 40 associations ont leur page dédiée sur le site. Le site est actualisé chaque semaine avec des articles, des éléments d'analyse et d'actualité. Il est visité en moyenne 40 fois par jour.

Le RC&D a cofinancé la participation d'une experte en communication à la conférence de Lima pour décrocher des entretiens radios, presse écrite et télévision, et rédiger/diffuser les communiqués du RC&D. Grâce à son travail, le RC&D a décroché plusieurs interviews pour partager son analyse critique des manquements de la négociation internationale avec RFI, Radio Méditerranée, Radio Canada, l'Humanité. Le RC&D a également publié une tribune dans Jeune Afrique, en amont du sommet de la Francophonie, sur les énergies renouvelables.

Le RC&D a également co-organisé, le 24 mars 2014, en partenariat avec CARE, RAC et Sciences Po Paris, une grande conférence « Changements Climatiques : la parole aux témoins » qui a permis de montrer les visages du changement climatique, y compris via le témoignage de Hindou Oumarou Ibrahim d'AFPAT Tchad, membre active du RC&D. La conférence a été précédée d'une conférence de presse à Paris, afin de sensibiliser les citoyens français à la réalité du changement climatique en Afrique.

Les témoins



Hindou Oumarou Ibrahim est la coordinatrice de l'Association des femmes peules autochtones du Tchad (AFPAT), une organisation à base communautaire. Elle appartient au peuple Peul Mbororo du Tchad, communauté d'éleveurs encore nomade et semi nomade dans certaines zones, à la recherche d'eau et de pâturages pour la survie du bétail et des membres de la communauté. Le lien très fort de la communauté d'Hindou avec son environnement et les différents écosystèmes du Tchad fait à la fois sa force et sa fragilité : elle est très vulnérable aux impacts directs du changement climatique, mais détient aussi des connaissances ancestrales précieuses pour s'y adapter. Malheureusement, face à l'inaction inégale des pays développés pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement de la planète s'accroît et les impacts du changement climatique sur les ressources en eau, le calendrier